

Bonnes nouvelles

Faire beaucoup de bruit le jour du Comité de Suivi !

Voilà au moins une chose d'acquise, la seule à ce jour, nous avons reçu la convocation pour le prochain Comité de Suivi qui aura lieu le vendredi 7 juillet. C'est la veille des grandes vacances scolaires mais sûrement pas le début du repos pour nous, dans le sens où, nous l'espérons, c'est le début d'une nouvelle phase dans le bras de fer entre nous, salariés, et dirigeants de Ford.

Il faut le redire, les choses ne se présentent pas bien du tout. Depuis les dernières rencontres entre gouvernement, préfet, pouvoirs publics et élus locaux, dirigeants de Ford Europe, nous n'avons eu aucune avancée, aucune information positive, aucun geste rassurant de Ford.

Au contraire même, au fil des mois nous voyons des signes toujours plus inquiétants. Les productions maintiennent leur tendance à la baisse, les effectifs diminuent plutôt rapidement, la direction se refusant à embaucher et à maintenir des compétences forcément utiles dans la perspective d'une activité qui continuerait. Cette lente dégradation de l'usine ressemble fort à un abandon progressif, ce qui constitue un danger réel. D'où la nécessité de réagir encore.

Oui nous nous répétons, oui nous disons depuis très longtemps que notre avenir est menacé. Le problème est que les événements nous montrent qu'on a (malheureusement) raison.

Beaucoup d'entre-nous ou d'entre-vous, parmi les collègues, dans les équipes syndicales, ont pensé que l'on pouvait relâcher la pression, laisser de côté la mobilisation. Par exemple nous n'étions qu'une vingtaine à manifester au Mans en juin 2016 pour nos emplois, contre les reniements d'engagement de Ford. Il y a eu un sursaut en début d'année avec des fortes grèves, des manifestations et du coup une médiatisation qui nous a aidés à remettre au travail les pouvoirs publics.

Mais à quoi cela sert-il si nous ne tentons plus rien aujourd'hui ? Comment être aussi attentiste alors que tout montre qu'il y a un problème ? Tout le monde dans l'usine se rend bien compte que cela ne va pas : la direction locale, les cadres, les syndicats, les collègues... même les sous-traitants, les intérimaires le voient bien !

Alors que fait-on ? Nous proposons un rassemblement devant la préfecture, le 7 juillet, pour tirer la sonnette d'alarme, tous ensemble !

SE DÉFENDRE DÉJÀ FACE AUX PROCHAINES ATTAQUES

Nous arrivons (enfin) au bout d'un long épisode électoral et quoique nous ayons voté, il semblerait qu'au bout du compte, nos problèmes de salariés ne seront pas du tout réglés ni même qu'il y ait un début de solution. Car derrière l'affichage de la nouveauté, il y a bien une continuité, celle de politiciens appartenant toujours au camp social des plus riches, celle de d'une politique libérale et pro-patronale.

La totale victoire des « macroniens » ne peut que provoquer de l'inquiétude ou au minimum de la perplexité. La razzia de députés pour Macron (autour de 400 sur 577) en représentant seulement environ 30% des votes exprimés, se rajoutant à cela le fait que moins de 1 électeur sur 2 a voté, tout cela montre les limites de ce système démocratique.

Mais surtout, dès maintenant, c'est la promesse de « réformer » le code du travail, de poursuivre dans ce que pouvoir, possédants et médias appellent la « modernisation » ou la « simplification » des droits sociaux. Derrière ces mots, se profilent clairement des remises en cause de nos protections sociales.

La méthode est aussi très particulière. Après le 49.3 voilà les ordonnances qui sont le deuxième outil permettant de contourner le parlement et d'imposer des nouvelles lois sans les discuter ni les amender et sans voter leur contenu. Malgré la large majorité, le pouvoir préfère passer en force et en vitesse.

Nous aurons l'occasion dans les semaines qui viennent de revenir sur chacune des attaques anti-sociales programmées par le gouvernement. Mais dès maintenant nous affirmons comme de nombreuses équipes syndicales qu'il est nécessaire de se mobiliser largement pour s'opposer à de nouveaux reculs sociaux. Dès lundi 19 juin, une manifestation est appelée par un regroupement de syndicats (CGT-SUD-CNT...) pour tenter d'amorcer la lutte pour défendre nos droits, nos conditions de vie.

**MANIFESTATION LE 19 JUIN
RENDEZ-VOUS À 18H30
PLACE DE LA VICTOIRE- BORDEAUX**

FAI-GFT : TOUT ET N'IMPORTE QUOI ?

Ford aimerait bien faire tout ce qu'elle veut mais il ne faut pas exagérer ! Ces derniers jours, les militants de la Cgt sont en alerte face aux libertés que s'octroient quelques dirigeants.

Pour répondre aux besoins de GFT qui s'empêtré dans des retards de production, FAI particulièrement généreuse assure le service maintenance en prêtant des salariés au jour le jour, à la nuit aussi, comme ça au grès des urgences. Sauf que d'une entreprise à une autre, cela ne peut se faire que dans le cadre du « prêt de personnel » avec une convention qui précise les modalités et avec l'accord du salarié prêté.

FAI pris en flagrant délit de non respect de la loi nous explique qu'il s'agit d'une mission comme si c'était un travail pour la même entreprise donc pas besoin de convention ni de volontariat... Ben voyons, pourquoi s'embêter quand on peut faire simple !

Par notre action nous essayons de faire respecter les lois qui protègent les salariés contre les abus patronaux. Mais aussi nous voulons rappeler et dénoncer deux choses importantes.

D'abord, c'est Ford qui a voulu casser l'unité du site et du personnel qui existait jusqu'en 2000. GFT et FAI sont maintenant 2 sociétés différentes avec 2 contrats de travail

différents pour les salariés. Nous nous y étions opposés à cette époque, nous avons essayé d'empêcher les remises en cause salariales pour nos collègues.

Depuis le retour de Ford en 2011, nous ne cessons de dénoncer la division du site qui est forcément un frein au développement et à la coopération. Nous avons toujours rappelé qu'un véritable « centre d'excellence » de la transmission en Europe passe forcément par une réunification des 2 usines, seule façon d'assurer une coopération à tous les niveaux, dont les coups de main en cas de difficultés comme actuellement.

Ensuite, nous dénonçons les investissements à moindre coût, les logiques de rentabilité qui conduisent à ce que Ford lancent des nouvelles productions dans des mauvaises conditions pour les salariés, avec une organisation de travail dégradée.

Par exemple, dans la situation présente, les machines sont neuves et GFT n'a pas jugé bon de recruter et former un personnel de maintenance suffisant. Alors il y a des pannes et personnes pour réparer, alors en catastrophe, nos dirigeants-penseurs vont chercher la maintenance à FAI.

Le bazar actuel à GFT rappelle le bazar lors du lancement du DCT à FAI. Mêmes causes, mêmes effets. Voilà pourquoi il est important de ne pas laisser faire.

FOSSÉ RICHES/PAUVRES



CONDAMNÉS !

Nous n'avons aucune nouvelle depuis les convocations policières de 4 militants CGT et CFTC en février 2016 qui faisait suite à 2 plaintes de Ford pour dégradation du stand de la multinationale aux salons de l'auto 2012 et 2014. Et bien c'est fait, nous avons reçu par recommandé une ordonnance de condamnation pénale (231 euros d'amende par militant) !

Une décision prise par un juge seul à Paris sur la base du rapport de police, sans même organiser un procès, sans même notre présence. Une décision qui n'est pas seulement symbolique, cette amende constitue un délit qui restera inscrit sur le casier judiciaire. Nous faisons opposition à cette décision car la bataille doit continuer pour contester les accusations de dégradation et défendre le droit de manifester.

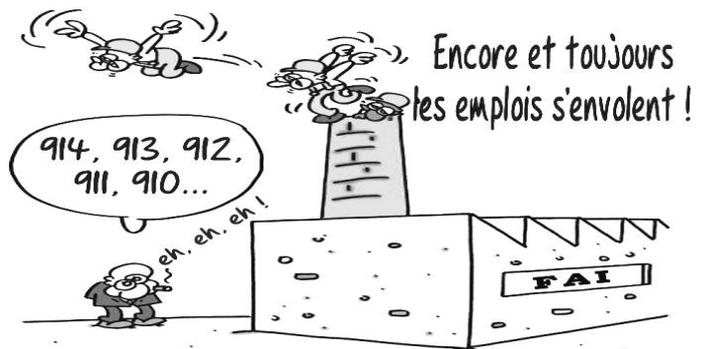
À MÉDITER FORTEMENT !

51 millions d'euros : c'est 51 fois ce que nous gagnons dans une vie professionnelle complète, en 43 ans de travail avec un salaire mensuel autour de 2000 euros.

C'est aussi ce que Fields reçoit en guise de prime de « licenciement » pour mauvais résultat !

Il semblerait que les règles de la compétitivité ne s'applique pas entre actionnaires et dirigeants.

C'est quand même dur à digérer !



UNE DIRECTION INQUIÈTE ?

C'est à l'occasion d'une réunion sur la « compétitivité » (compte-rendu sur notre site Cgt) que la direction a de nouveau exprimé de fortes inquiétudes sur le devenir de l'usine. « Ford ne nous donne aucune information pour la suite, on ne voit rien venir ! » Peut-être est-ce un signal subliminal pour nous dire qu'il faut reprendre la lutte pour nos emplois. De toute façon, ça confirme qu'on a un gros problème.